



HAL
open science

(Re)penser la sécurité globale (II)

Clément Desmaris, Guillaume Delatour, Romain Petit

► **To cite this version:**

Clément Desmaris, Guillaume Delatour, Romain Petit. (Re)penser la sécurité globale (II). Opérationnels : soutien logistique défense sécurité, 2022, 55-56, pp.76-83. hal-03722222

HAL Id: hal-03722222

<https://utt.hal.science/hal-03722222>

Submitted on 25 Jul 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SPECIAL EUROSATORY 2022

OPÉRATIONNELS

SOUTIEN LOGISTIQUE DÉFENSE SÉCURITÉ

- Haute intensité
- Transition énergétique

NUMERO 55 / 56 - PRINTEMPS / ETE 2022

(RE) PENSER LA SÉCURITÉ GLOBALE (II)

Les auteurs

- Clément Desmaris : titulaire d'un Master 2 en sciences politiques, spécialité Relations internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3
- Guillaume Delatour : Docteur en sciences de gestion, enseignant-chercheur à l'Université de technologie de Troyes (UTT), Guillaume est également officier dans la réserve opérationnelle de l'armée de terre
- Romain Petit : docteur en histoire, titulaire d'un Master II en philosophie et en droit, ancien officier de carrière, auditeur certifié IFACI, Romain est aujourd'hui consultant. Il enseigne au sein d'instituts de formation, tels l'IGPDE et d'universités dont notamment l'UTT où il est chercheur associé depuis 2019. Il fait partie de l'équipe d'Opérationnels SLDS depuis dix ans.

Faisant suite à notre premier article consacré à la sécurité globale paru dans notre dernier numéro, nous proposons ici de poursuivre cette réflexion en enrichissant cette dernière à partir d'une étude comparative. Nous nous sommes ainsi efforcés d'appréhender la notion de sécurité globale à la fois chez nos voisins allemands et chez nos partenaires américains d'une part, de mener une étude prospective d'autre part à la fois quant aux enjeux en matière de formation et quant à la riposte aux menaces qui pèsent sur notre sécurité collective.

À l'heure où le monde post-westphalien tend à rejoindre le monde pré-westphalien, selon l'expression de Jacques de Saint-Victor¹, de nouveaux maillons soulèvent des problématiques inédites tant sur les plans techniques que juridiques, économiques ou encore éthiques dans le domaine de la sécurité. Ces nouveaux maillons incluent notamment la privatisation de la sécurité, un certain bouleversement dans la coordination des forces militaires et civiles, la multiplication des acteurs étatiques et non-étatiques, ou encore l'utilisation de nouvelles technologies.

Ainsi, les distinctions classiques entre temps de paix et temps de guerre, public et privé, armée et police, terrorisme et gangstérisme paraissent de plus en plus caduques et penser la sécurité globale revient à penser dans un contexte de « *permacrise* »². Cette permanence de la crise signe la fin de certains modèles de pensées et appelle par extension de nouvelles approches conceptuelles permettant de mieux appréhender la complexité inhérente à certains phénomènes générateurs de chaos, l'actuelle crise russo-ukrainienne étant une triste illustration de cet état de fait.

En ce sens, l'hybridation croissante des menaces et les

logiques de prédation qui lui sont afférentes, appelle l'émergence d'un nouveau continuum de sécurité. Cette hybridité et le chaos qu'elle génère en certains territoires (Libye, Irak, bande sahélo-saharienne, Syrie...), le tout cumulé à un changement climatique global qui bouleverse déjà nos écosystèmes, ne va pas également sans provoquer des phénomènes migratoires et une mondialisation des mouvements illicites de populations, autant de sources de déstabilisation de nos sociétés.

Force est de constater que la complexité croissante des interactions qui caractérise notre époque redessine sous nos yeux les enjeux de sécurité et participe à la redéfinition d'un sentiment d'insécurité diffus. De fait, qui dit pluralité des menaces, dit définition d'une grande stratégie qui dépasse ce que Jean-François Gayraud appelle la « *myopie classificatoire* »³. Une telle stratégie se doit aussi d'aller au-delà des logiques partisans et de promouvoir les bonnes pratiques, telle la création des groupes de partenariat opérationnel avec la population (GPO) dans le cadre de la police de proximité.

Penser sécurité globale implique donc de faire avancer « *la métamorphose de la sécurité* »⁴. La riposte aux nouvelles menaces doit être envisagée au travers d'une approche intégratrice et plurielle, telle que souhaitée par ses précurseurs et promoteurs, dont Patrick Laclémence et Jean-Charles Lemaire⁵.

Le concept de sécurité globale aux Etats-Unis

Née des travaux de la commission Palme de 1982, le concept de sécurité globale aux Etats-Unis prend notamment racine dans les travaux de recherche de Kenneth Waltz⁶ et Barry Buzan⁷. Partant d'une



remise en cause des approches réalistes et moralistes alors très influentes dans la compréhension théorique de la notion de sécurité dans l'Amérique des années 80, le concept de sécurité globale va notamment trouver en Susan Strange⁸ l'un de ses penseurs fondateurs via la compréhension de la notion de sécurité comprise comme overall security governance qui prend en compte les dimensions économiques, environnementales et culturelles de cette dernière. C'est cette dimension transversale et pluridisciplinaire sur laquelle vont capitaliser les Etats-Unis lorsqu'ils réformeront le Department of Homeland Security (DHS), ceci malgré le fait que l'administration américaine sera à cette époque sous l'influence des néo-conservateurs américains surnommés « faucons » et donc par extension plutôt proches des théories réalistes de la sécurité. Même s'il convient de ne pas confondre les notions d'*Overall Security* (sécurité globale) et de *Homeland Security* (sécurité intérieure), force est de constater que la réforme du DHS de 2002 étend considérablement le champ d'action et d'influence de ce dernier au-delà des limites strictes de la sécurité intérieure. En effet, crée suite aux attentats du 11 septembre 2001, le DHS dont la devise est *Preserving our Freedoms, Protecting America* assure, supervise et organise la sécurité globale des Etats-Unis. Placé sous la direction du secrétaire à la sécurité intérieure des Etats-Unis, le DHS encadre pas moins de vingt-deux agences fédérales dont la douane, les services secrets, l'agence fédérale des situations d'urgence, les garde-côtes et garde-frontières, la sécurité des transports, la cybersécurité avec le National Cyber Security Division (NCSA), etc.

Riche de plus de 230 000 employés et d'un budget de plus de 40 milliards de dollars, le DHS dispose de pouvoir exorbitant du droit commun depuis le vote de la loi controversée intitulée *Patriot Act*⁹. En charge notamment du contre-espionnage, le DHS travaille

également en réseau avec la CIA, le FBI et la NSA. Autant d'agences qui accroissent singulièrement son pouvoir d'investigation même si le dans le monde du renseignement le partage d'informations ne se fait pas sans une certaine concurrence entre services. *De facto*, il ne faut donc pas avoir une vision restrictive des missions du DHS comme étant centrées et concentrées autour des questions de lutte contre le terrorisme. En effet, le DHS se trouve à l'intersection de tous les risques et menaces qui pèsent sur les Etats-Unis : crise sanitaire, menace terroriste, réseaux mafieux, conflits asymétriques, immigration clandestine, cybersécurité....

En ce sens, les Etats-Unis apparaissent comme ayant intégré une conception très englobante de la notion de sécurité, principalement sous la pression de la menace terroriste, mais pas exclusivement.

Le concept de sécurité globale en Allemagne

Cette conception paraît très éloignée de la conception allemande du concept de sécurité globale même si l'Allemagne est en train d'effectuer une mue avec la crise russo-ukrainienne qui accentue encore un peu plus la fin de ce monde Westphalien qui régit notre conception de l'Etat-Nation depuis 1648. Le 27 février 2022, le Chancelier allemand s'exprimait devant le Bundestag en promettant de « porter [les] dépenses de défense à 2 % de [la] production économique d'ici 2024 »¹⁰ et d'allouer à la Bundeswehr une enveloppe de 100 milliards d'euros. Dans le même temps, le 24 mars, la Ministre de l'Intérieur Nancy Faeser, toujours devant le Bundestag, appelait à redéfinir la sécurité nationale « à la lumière des nouvelles réalités »¹¹.

Ces « nouvelles réalités » s'inscrivent dans une transformation qui s'opère depuis près de vingt ans mais qui aujourd'hui, sous la pression de la crise russo-



ukrainienne, tend à s'accélérer. En effet, la doctrine allemande de sécurité s'est construite, dès la fin des années 90, sur le constat que le monde entrait dans l'ère des conflits hybrides. En 1998, l'état-major allemand dressait déjà la cartographie des nouvelles menaces : flots de réfugiés, criminalité transfrontière, trafic de drogue, d'armes ou d'êtres humains¹². Cette évolution remettra par ailleurs en cause, sans le faire disparaître, un principe fondamental de la doctrine allemande : celui de la distinction stricte entre sécurité intérieure et sécurité extérieure¹³.

Par conséquent, et ce dès la fin des années 90, le ministère de la Défense insistait sur le fait que la conception de la sécurité de l'Allemagne n'était plus nationale mais continentale, voire globale. Cette dimension globale suppose de s'intéresser à l'interaction entre les forces de sécurité nationale et celles de la défense allemande, la Bundeswehr. Or, la doctrine allemande de sécurité repose sur les principes suivants : fédéralisme, stricte séparation des champs de sécurité intérieure et extérieure et des compétences entre agences¹⁴. A ces principes s'ajoute le poids de l'histoire¹⁵ : « humiliée par son passé, divisée en deux, occupée par les puissances victorieuses, limitée dans sa souveraineté, et champs de bataille potentiel d'une confrontation militaire entre les deux blocs », l'Allemagne s'est reconstruite sur l'idée de ne plus pouvoir être considérée comme un agresseur potentiel, un trouble à la stabilité de l'Europe¹⁶. C'est ce traumatisme qui est et reste la source implicite de toute réflexion sur l'articulation du policier et du militaire en Allemagne¹⁷.

Sur le fédéralisme, la loi fondamentale de 1949 accorde une grande liberté aux Länders dans l'organisation de la sécurité de leur territoire. Constitué de seize polices des Länder et de plusieurs institutions fédérales, le système policier allemand se caractérise avant tout, à l'instar des États-Unis, par sa décentralisation et sa spécialisation¹⁸. Chaque Lander compte ainsi par

exemple une police de sûreté générale (Schutzpolizei) ou une police criminelle (Landeskriminalamt), renforcées le cas échéant par des agents de la police fédérale. Ces polices sont placées sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur du Land, responsable de la coordination de toutes les unités de police sur son territoire.

Au niveau de la Fédération, l'organisation est beaucoup plus complexe du fait des différentes instances existantes. Sur les questions de sécurité intérieure, c'est le Sicherheitskabinet, qui réunit le Chancelier, les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, ainsi que des représentants des agences fédérales de renseignement et de police, qui est compétent. Ce cabinet a été convoqué plusieurs fois depuis le début de la crise ukrainienne notamment. En revanche, la coordination entre la politique de sécurité intérieure et de défense relève du Bundessicherheitsrat, composé du Chancelier, du directeur de la Chancellerie (qui coordonne les services secrets fédéraux) ainsi que du ministre des Affaires étrangères, de la Défense, des Finances, de la Justice, de l'Economie et du Développement.

A ces deux institutions viennent s'ajouter l'existence de trois services de renseignement : l'Office fédéral pour la protection de la Constitution (BfV), le Service fédéral de renseignement (BND) et le service de renseignement militaire (MAD), tous rattaché à un organisme différent. De plus, ces services de renseignement sont par ailleurs tenus, en vertu d'un principe du droit allemand (Trennungsgebot), de ne pas communiquer leurs informations avec les services de police, compliquant sérieusement ainsi la mise en commun de données pouvant s'avérer cruciales dans la coordination à l'échelle nationale des forces de police. Dès lors, si dans les discours et les esprits la notion de sécurité globale est bien présente, il est encore difficile en l'espace d'affirmer que l'Allemagne dispose d'une



capacité opérationnelle et institutionnelle de réponse globalisée. Quant à la Bundeswehr, il a longtemps été impensable pour le peuple allemand de la considérer comme opérant sur le territoire national à la différence des armées françaises qui font vivre les opérations intérieures Vigipirate devenue Sentinelle et Harpie. Et bien que l'armée allemande puisse désormais intervenir sur le territoire national sous certaines conditions précises, il n'en demeure pas moins que les allemands viennent à considérer encore aujourd'hui l'armée comme ne devant intervenir que sur des théâtres d'opérations extérieures. Pour information, en 2021 la Bundeswehr participait à 11 missions et déployait 3.000 soldats sur trois continents.

Sur la définition d'une stratégie de sécurité globale, si le concept a été théorisé en France depuis les années 2000, l'Allemagne semble être à première vue dépourvue de définition précise sur le sujet bien qu'elle est paradoxalement anticipée la montée en puissance des menaces hybrides. En effet, le Livre Blanc sur la politique de la sécurité et sur l'avenir de la Bundeswehr de 2016 en propose une définition très minimaliste : « une politique de sécurité globale est en mesure de réduire les risques. Pour cette raison, des mesures de sécurité préventive doivent être conçues et mises en œuvre à l'échelle nationale. Ces mesures vont de la prévention des risques à la défense et englobent les menaces à la sécurité intérieure comme à la sécurité extérieure ». Le concept de résilience est quant à lui plus développé et le Livre Blanc de 2016 en fournit une définition plus précise : « Le renforcement de la résilience devient de plus en plus important. En plus de contribuer efficacement à la dissuasion, la résilience vise également à accroître la capacité de l'État et de la société à résister et à s'adapter aux perturbations telles que les catastrophes environnementales, les dysfonctionnements systémiques et les attaques ciblées. L'objectif est d'être en mesure d'absorber les événements dommageables sans que le fonctionnement de l'État, de l'économie et de la société ne soient durablement altérés ».

Ce concept, toujours d'actualité, est cependant à réévaluer au regard du contexte géopolitique récent. Olaf Scholz toujours dans son discours du 27 février 2022 déclarait vouloir renforcer : « la résilience technique et sociale contre les cyberattaques et les campagnes de désinformation, contre les attaques sur les infrastructures critiques et les canaux de communication », faisant référence explicitement à la menace russe. En ce sens, on peut dire que l'Allemagne est en chemin vers la définition et l'appropriation d'un concept de sécurité globale qui ne se pensera pas hors d'une vision transatlantique et Otanienne mais cette fois ci en cohérence avec les exigences de la boussole stratégique européenne. Autant d'éléments de transformation qui soulignent à quel point la sécurité globale s'apprend, se pense et se mature conceptuellement tout comme elle doit faire l'objet d'apprentissages ciblés et qualifiants dédiés.

Former à la sécurité globale

Ainsi que nous venons de le constater, les stratégies de sécurisation sont en constante évolution. Dans cette dynamique, le fait inhabituel peut devenir un événement critique. Événement climatique, incident de production, atteinte à l'image... Qu'ils soient d'origine endogène ou exogène, les événements et leurs conséquences, couplés à une exposition médiatique globale et instantanée, imposent une grande vigilance sur les crises qui peuvent les impacter. Dans cet environnement complexe, les organisations, qu'elles soient du secteur public privées, locales ou internationales, sont soumises à l'impérieuse nécessité de s'adapter aux différentes contraintes qui portent sur elles, quelles que soient leurs natures.

La capacité à gérer chaque événement déstabilisant est devenue un vecteur de continuité d'activité incontournable. La sécurité globale apparaît alors comme expertise spécifique, une manière particulière



d'exercer sa fonction dans un environnement professionnel sensible aux enjeux de sécurité. Elle devient donc un levier essentiel de gestion, et génèrent des exigences particulières en termes de méthodes, de compétences et d'outils. Il s'agit alors de doter les acteurs de la sécurité d'une ingénierie de sécurité leur permettant d'aborder ces différents enjeux. L'apport du concept de Sécurité Globale réside alors dans la manière de comprendre le monde et d'adapter la mise en œuvre d'outils d'ingénierie et de méthodes de management.

Assurant un continuum dans la protection entre ce qui était autrefois compris comme relevant d'une part de facteurs externes (notion de défense), et d'autre part, de facteurs internes (notion de sécurité), il prend en compte tous les éléments qui peuvent impacter le fonctionnement d'une institution publique, d'une entreprise privée ou d'un territoire. Il contribue à l'élaboration ou à l'ajustement d'une politique sécurité et en concevant un plan d'action permettant de manager la sécurité, tant au niveau de la protection des personnes, des biens et du patrimoine contre des actes de malveillance ou des menaces à caractère malveillant, qu'au niveau de la gestion des risques accidentels. Ainsi l'expert en sécurité globale s'inscrit-il dans une dimension d'anticipation. Fort de cette capacité à comprendre ces différents contextes d'intervention, que ce soit du point de vue sociologique, géopolitique, managérial, technologique ou juridique, il peut proposer un diagnostic intégrant l'analyse des différents enjeux multidisciplinaires associés à la

situation, concevoir un plan d'action et proposer une aide à la décision au profit du décideur.

Le choix de stratégies de sécurité se confronte à la nature multidimensionnelle de leur nature intrinsèque. Les enjeux analytiques majeurs de la prise de décision et du management que sont la prise en compte de multiples combinaisons d'événements, la conception d'un cadrage de l'action sur la base de diagnostics intégrant de multiples informations de nature différentes, la conjonction d'événements de natures aléatoire et incertain, accidentelles, ou malveillantes, et la construction de raisonnements solides et opposables face à la hiérarchie, s'inscrivent dans un environnement décisionnel marqué par la sensibilité des enjeux de sécurité en terme de possibilité d'atteinte aux personnes, aux biens, à l'image, la prégnance des normes et doctrines juridiques, et d'une mise en balance systématique avec les coûts nécessaires à la mise en œuvre.

Pour une ingénierie de la sécurité globale

La sécurité globale apparaît comme une démarche de concept et de pratique. La base conceptuelle multidisciplinaire est essentielle pour comprendre des phénomènes complexes, d'en accepter l'incertitude, et d'en anticiper les évolutions. La pratique méthodologique est nécessaire pour analyser les phénomènes pouvant peser une contrainte au niveau organisationnel, géopolitique, socioéconomique,

technologique ou juridique, et en identifier leurs conséquences potentielles. Plusieurs orientations semblent intéressantes à prendre en considération pour concevoir des dispositifs d'ingénierie de formation.

Tout d'abord, concevoir des dispositifs de formation qui s'inscrivent dans l'action, en proposant des cursus en alternance, ou encore accessible à la formation continue, et permettant une mise en perspective de l'apport universitaire et de la pratique professionnelle.

Secundo, inscrire ces dispositifs de formation dans une continuité académique recherche/formation, tirant le bénéfice de lectures nouvelles et actualisées sur les phénomènes sociétaux à l'œuvre, enrichies d'apprentissages méthodologiques. Tertio, intégrer ces dispositifs de formation dans un écosystème partenarial institutionnel et industriel riche de la diversité des environnements professionnels à l'œuvre, permettant de montrer la diversité des enjeux déclinés et la variété de stratégie de sécurité possible, leurs intérêts et leurs limites. Enfin, définir des dispositifs de formation construits sur des séquences pédagogiques mixtes, alliant apport de connaissances, outillages méthodologique, mise en situation simulée, étude de cas, et partage d'expériences.

Plus qu'un métier, la sécurité globale apparaît comme une expertise particulière, un regard différent porté sur des activités de management de la sécurité. Ce concept invite à repenser les concepts classiques d'anticipation, de planification, ou encore de prise de décision. Analyse de phénomènes complexes, management de la sécurité sur le temps long, résolution concertée de problèmes localisés, planification événementielle, et management des organisations en contextes de crise semblent être les nouveaux cadres de référence pour une ingénierie de la sécurité globale. Ce regard différent est aussi exigé de par le caractère protéiforme des nouveaux enjeux émergés, tels l'hybridité des menaces et la juste réponse collective à apporter dans le cadre de catastrophes naturelles.

Répondre aux nouvelles menaces

Dans un monde post-westphalien qui tend à reproduire les modèles d'un monde pré-westphalien, la multiplication de zones grises ou de non-droit est génératrice de chaos et de comportements de prédation qui font fi de nos modèles de classification : « *Terrorisme, criminalité et insurrection entretiennent des relations de symbiose quasi parfaite partout où l'Etat s'est effondré* »¹⁹.

Mais nous aurions tort de circonscrire la menace hybride aux zones de guerres ou de crises majeures. L'hybride est par définition un caméléon qui prospère sur toutes les failles de gouvernance. Comme le décrit Gilles Kepel²⁰, il existe une combinatoire hybride au sein de nos sociétés que ce dernier nomme « Molenbeekistan » (du nom de la banlieue de Bruxelles – Molenbeek Saint

Jean - dont sont issus notamment les auteurs des attentats du Bataclan) et qui repose sur l'amalgame d'une économie soutenue par les trafics et délits dont notamment le trafic de stupéfiants, la radicalisation et la promotion d'un communautarisme d'enfermement et le clientélisme politique qui signe ce que George Bensoussan appelait les territoires perdus de la République dans son livre éponyme paru en 2002.

Au sein de cet écosystème polycriminel prospère une partie des menaces majeures qui pèsent sur le devenir de nos sociétés et qui doivent être prises en compte dans une compréhension renouvelée du concept de sécurité globale. De même, l'augmentation et la fréquence des catastrophes naturelles appellent à la mise en œuvre de modes opératoires conjoints en interservices et en interministériels afin de définir de nouveaux modes de coopération civilo-militaire notamment. On l'aura compris la sécurité globale doit entraîner la définition et la mise en œuvre d'une stratégie globale²¹. Comment cette dernière peut-elle s'incarner et quelles ripostes envisager face aux nouvelles menaces émergées ?

La réussite d'un mode opératoire appelé GPO²² (groupe de partenariat opérationnel) mérite ici d'être exploité à plein voire étendu en sa zone d'action. Les GPO ont été mis en œuvre dans le cadre du plan d'action intitulé sécurité au quotidien qui vise à résoudre au mieux et de manière concertée et transversale les problèmes rencontrés en termes de sécurité quotidienne par la population. Chaque GPO a pour vocation de réunir un maximum d'acteurs publics, privés, associatifs concernés par un problème récurrent de sécurité publique afin de trouver ensemble la meilleure solution sous l'égide d'un chef de groupe, officier de la police nationale généralement. Cette approche pragmatique, concertée, transversale et ouverte sur la Cité ouvre des perspectives de résolution de crise résolument innovantes et opérationnelles tant en étant efficiente et pertinente.

Il convient également de travailler, comme le préconise Jean-François Gayraud, au décloisonnement et à la transversalité des approches et des méthodes car les hybrides se moquent bien de nos modes d'organisations administratifs voire savent exploiter à fond l'absence de communication entre entités interministérielles ou en interservices. C'est un changement culturel à insuffler, et par le haut, sans quoi les modes opératoires innovants et agiles ne pourront s'épanouir. C'est en partie ce qui existe aujourd'hui avec le coordinateur national du renseignement et de la lutte antiterroriste (CNRLT) et la création d'un commandement terre pour le territoire national (COM TN) créé pour faciliter l'emploi des forces armées au service des problématiques de sécurité civile ; autant d'éléments organisationnels qui vont dans le sens d'un renforcement de l'efficacité des moyens déployés mais qui doivent trouver également d'autres relais.

Le renforcement des collaborations entre institut de recherche (notamment entre l'IHEDN et l'IHEMI) en termes de prospectives et de propositions de modèles stratégiques doit être également au centre des priorités ainsi qu'une influence accrue du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) en termes de production d'une vision stratégique interministérielle en termes de sécurité globale dans la continuité des Livres blancs sur la défense et la sécurité nationale de 2008 et de 2013 ainsi que de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale de 2017 actualisée en 2021.

Des mégafeux aux flux migratoires incontrôlés

Concernant les conséquences du dérèglement climatique, force est de constater que la récurrence des événements climatiques extrêmes tend à s'accélérer ces dernières années. On pense notamment à la multiplication de ce qu'il convient d'appeler désormais les mégafeux qui se sont déclarés en Grèce, Turquie, dans l'ouest américain ainsi qu'en Sibérie rien que durant l'année 2021. La multiplication des épisodes caniculaires et de périodes de sécheresse (en Grèce, Etats-Unis, Madagascar) sans parler des phénomènes de dôme de chaleur apparus au Canada, en Espagne et au Maroc témoignent de ce point de basculement et des risques majeurs qui pèsent désormais sur la viabilité de notre planète ainsi que l'a dénoncé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans son dernier rapport en date du 4 avril 2022. A ces épisodes de sécheresse, s'ajoutent des inondations meurtrières (Allemagne, Belgique, Chine, Inde, Japon) qui peuvent conduire à des glissements de terrain d'une rare ampleur. Autant de dérèglements majeurs

qui n'iront pas sans provoquer un accroissement de la pression migratoire et qui pèseront de plus en plus lourds sur la disponibilité des ressources dites critiques (eau potable, agricoles, halieutiques). S'ajoutant à ces menaces, les risques sanitaires à l'instar de la pandémie de COVID 19 et les rivalités énergétiques dont l'actuel conflit russo-ukrainien dévoile l'effet et l'impact à l'échelle planétaire, révèlent au grand jour les vulnérabilités de notre interdépendance mondiale et de nos flux globalisés de biens, de ressources comme de personnes.

Face à la diversité de ces menaces, les universités et unités de recherche à finalité opérationnelle ont tout leur rôle à jouer en termes de stimulation intellectuelles, renforcement des synergies et productions de nouveaux modes de savoir intégrés depuis la promotion de thématiques de recherche à vocation pluridisciplinaire et transverse. C'est en partie depuis la création de nouveaux modèles d'intervention que la riposte gagnera en pertinence et en efficacité. Enfin, et plus prosaïquement, il convient de souligner que la création de la réserve opérationnelle de la police nationale témoigne également de l'heureuse porosité qui s'affirme dans le paysage de la sécurité française ; la police nationale s'inspirant des modèles militaires pour renforcer l'efficacité de son organisation ainsi que son efficacité. On l'aura compris la vision stratégique qui accompagne le fait de « penser sécurité globale » n'est pas « hors-sol », mais bien ancrée dans un rapport au réel soucieux de pragmatisme et porteur de solutions afin : *« d'assurer à une collectivité donnée et à ses membres, un niveau suffisant de prévention et de protection contre les risques et les menaces de toutes natures et de tous impacts, d'où qu'ils viennent, dans des conditions qui favorisent*



le développement sans rupture de la vie et des activités collectives et individuelles »²³, le tout sans tomber dans les dérives totalitaires de modèles prônant le contrôle strict des populations tel celui mis en œuvre par la Chine et qui pourrait donner corps à la vision sociétale terrifiante dépeinte par Jean-Christophe Ruffin dans son ouvrage d'anticipation dystopique ou contre-utopique intitulé *Globalia*²⁴.

§

¹ <https://www.diploweb.com/Terrorisme-et-crime-organise-Une-nouvelle-perspective-strategique-les-hybrides.html>

² Josh Glancy, *Bienvenue dans la permacrise, l'ère de la crise sans fin*, *Courrier international*, 9 mars 2022

³ Jean-François Gayraud, *Théorie des hybrides, Terrorisme et crime organisé*, CNRS éditions, 2017, p.164

⁴ Eric Dufes, *Théorie de la sécurité globale*, PNRs, ENSOP, 2014

⁵ Jean-charles Lemaire, Patrick Laclémence, *Imaginer la sécurité globale*, *Espaces et libertés*, 2005

⁶ Kenneth Waltz, *Man, the State, and War : A Theoretical Analysis*, 1959

⁷ Barry Buzan, *Regions and Powers. The Structure of International Security*, Cambridge University Press, 2003, *From International to World Society ?*, Cambridge, CUP, 2004

⁸ Susan Strange, *States and Markets*, Londres, Pinter, 1994, *The Retreat of the State : The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, Cambridge university press, 1996

⁹ Il est intéressant de créer un parallèle entre cette loi dénoncée liberticide et celle relative à la promotion de la sécurité globale en France également dénoncée par certains comme étant également liberticide

¹⁰ Paul Maurice, *Un « changement d'époque » ? Vers une réorientation de la politique étrangère allemande après l'invasion russe en Ukraine*, *Briefings de l'IFRI*, 7 mars 2022, p.3

¹¹ Bundestag, *Faeser annonce des fonds supplémentaires et de nouveaux postes pour la sécurité intérieure*, 24 mars 2022

¹² Jean-Paul Hanon, « Policiers et militaires en Allemagne : le nouvel agencement », *Cultures & Conflits*, automne 2007, p.99

¹³ Ibid

¹⁴ Ibid, p.98

¹⁵ Burkard Schmitt, *La politique de sécurité de l'Allemagne*, 2005

¹⁶ Article 26 de la Loi Fondamentale Allemande

¹⁷ Jean-Paul Hanon, « Policiers et militaires en Allemagne : le nouvel agencement », *op.cit.* p.106

¹⁸ Vincent Serron, *Aperçu comparatif de la structure organisationnelle de la police au regard des exemples allemand, français, belge et nord-américain*, *Fédéralisme* 2034-6298 Volume 4 : 2003-2004, p. 2

¹⁹ Jean-François Gayraud, *opus cité*

²⁰ Gilles Kepel, *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du djihad français*, avec Antoine Jardin, Gallimard, Paris, 2015

²¹ Fauvergue, Thourot, *D'un continuum de sécurité vers la sécurité globale*, *Rapport parlementaire*, 2018.

²² Sur la question des GPO lire le n°53 des *Cahiers de la sécurité et de la justice*, IHEMI, écrit sous la coordination de Didier Joubert.

²³ Définition de la sécurité globale proposée par l'INHES en 2003 et reprise par Eric Dufes, *opus cité*.

²⁴ Jean-Christophe Ruffin, *Globalia*, Gallimard, 2004.

Photos 1, 2 & 3 © Shutterstock
Photo 4 © armée de Terre, 2021

Drapeaux ukrainien et russe © shutterstock

